
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 12 (1984)

DOI: 10.11588/fr.1984.0.51450

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

HERBERT BEHRENDT

L'ANGLETERRE ET LA FRANCE FACE À HITLER ET SON PUTSCH EN NOVEMBRE 1923

Le putsch manqué de Hitler du 8 au 9 novembre 1923 a retenu dans une très large mesure l'attention de la recherche historique. Dans maintes études les dessous politiques et la programmation du putsch ainsi que son déroulement ont été retracés et interprétés¹. Le centre du problème se situe ici manifestement dans le cadre national ou bien régional des événements historiques en Allemagne et en Bavière pendant l'année de crise 1923. Les perspectives et les questions qui sont à la base de mon essai divergent sensiblement de la manière traditionnelle de traiter ce thème. Partant d'une optique internationale, je propose de jeter une lumière sur les activités de Hitler à l'intérieur de l'extrême droite allemande telle qu'elle s'est développée dans ce soi-disant «noyau d'ordre» bavarois dans les années de l'après-guerre jusqu'à 1923. A cette fin, des sources anglaises et françaises vont être consultées; notamment la correspondance que les représentants officiels des grandes puissances l'Angleterre et la France en Allemagne et en Bavière ont entretenue avec leurs centrales à Londres et à Paris.

Cet essai ne veut nullement élargir la somme des faits concernant le putsch de Hitler même. Les multiples tensions intérieures sous lesquelles l'Allemagne a souffert pendant ces années et la subtilité des oppositions politiques et idéologiques au sein de l'extrême droite qui se sont révélées avant et pendant le putsch de novembre dépassent largement le cadre d'un essai. Les innombrables contacts, accords et projets à l'intérieur de la droite anti-républicaine ont eu un caractère de conspiration qui rend impossible de tirer une ligne de séparation nette entre les rumeurs et les faits. Ainsi il arrive que l'historien doit se résigner à ce que sa connaissance de faits concernant le putsch de Hitler reste insuffisante en vue d'une réponse exhaustive à toutes les questions². C'est pour cette raison que la problématique de ce travail se place dans une optique différente en essayant de reconstituer l'avènement de Hitler tel qu'il se reflète dans les opinions des observateurs anglais et français de l'Allemagne afin de faire sortir l'image que ceux-ci se faisaient de Hitler dans le contexte des circonstances de

* Version élargie d'une conférence que l'auteur a tenue à l'Institut Historique Allemand Paris, le 26. 1. 1984

1 Harold J. GORDON jr., *Hitlerputsch 1923. Machtkampf in Bayern 1923-1924*, Frankfurt a. M. 1971; Hanns Hubert Hofmann, *Der Hitlerputsch. Krisenjahre deutscher Geschichte 1920-1924*, München 1962; Ernst DEUERLEIN (Hrsg.), *Der Hitler-Putsch. Bayerische Dokumentation zum 8./9. November 1923*, Stuttgart 1962; Werner MASER, *Die Frühgeschichte der NSDAP. Hitlers Weg bis 1924*, Frankfurt a. M. u. Bonn 1965; Richard HANSER, *Putsch! How Hitler made Revolution*, New York 1970; Georges BONNIN, *Le Putsch de Hitler à Munich en 1923, Les Sables-D'Olonne* 1966; Peter Claus HARTMANN, *Der Hitlerputsch (1923) im Urteil der französischen Gesandtschafts- und Botschaftsberichte*, in: *Francia* 6 (1978), p. 453-472.

2 GORDON (voir n. 1) p. 356-364.

l'époque. Il est donc le but fondamental de mon travail de présenter et de comprendre les jugements et les opinions que les contemporains portaient sur Hitler et de mettre à l'évidence le caractère convenable de ces opinions dans le cadre des événements et des possibilités d'expérience de l'époque.

L'Angleterre et la France et les évolutions à l'intérieur de la Bavière jusqu'à la veille du putsch de novembre

La Bavière qui, après la Prusse, était le deuxième plus grand Land de la République de Weimar, s'est fait depuis la fin de la Première Guerre Mondiale la réputation d'être la serre de l'extrémisme politique. Après une brève période marquée par la domination des soviets radical-socialistes et communistes, l'initiative politique est passée de plus en plus dans les mains des forces réactionnaires de droite³. Le putsch de Kapp de mars 1920 signifie dans ce contexte une date marquante. Les partis politiques dominants en Bavière, le parti Populaire Bavarois et la Ligue Paysanne, ainsi que l'élite dirigeante bavaroise étaient dans leur majorité de tendance chrétienne-catholique, fédéraliste et monarchique⁴, et ils se trouvaient par là, en opposition avec la constitution unitariste de la République de Weimar qui en général était identifiée avec la dominance de la Prusse dominée par le protestantisme et la social-démocratie. Briser cette dominance était devenu le but avoué de la Bavière conservatrice. Comme moyen approprié pour la réalisation de ce but semblait se présenter à la Bavière une réforme de la Constitution de la République de Weimar-qui aurait pu déboucher sur un fédéralisme allemand semblable à celui qui a existé avant la fin de la Première Guerre Mondiale⁵. Ce rapport de tension latent entre Munich et Berlin suscitait du côté français des espérances en vue d'une utilisation dans l'intérêt de la politique de sécurité française de certaines forces inclinant vers un fédéralisme allemand.

L'idée de fond d'une telle politique avait déjà une certaine tradition. Ainsi, avant la guerre, la France a essayé discrètement de souligner la position particulière de la Bavière dans l'Empire en maintenant une petite légation à Munich⁶. Après la guerre l'idée d'une Allemagne constituée sur le mode fédéral gagnait de plus en plus de terrain en France. Déjà en Juin 1919, Clemenceau a souligné la bienveillance du gouvernement français face à des tendances fédéralistes de certains régions allemandes de se soustraire au »despotisme de Berlin«. Son successeur Millerand a repris cette idée⁷.

3 Allan MITCHELL, *Revolution in Bavaria 1918-1919. The Eisner Regime and the Soviet Republic*. Princeton New Jersey (USA) 1965.

4 Karl SCHWEND, *Bayern zwischen Monarchie und Diktatur. Beiträge zur bayerischen Frage in der Zeit von 1918 bis 1933*, München 1954. Hans FENSKE, *Konservatismus und Rechtsradikalismus in Bayern nach 1918*, Bad Homburg v. d. H., Verlag Gehlen 1969.

5 W. BENZ, *Süddeutschland in der Weimarer Republik. Ein Beitrag zur deutschen Innenpolitik 1918-1923*. Stuttgart 1970. Albert SCHWARZ, *Die Zeit von 1918-1933*, in: Max SPINDLER (Hg.) *Handbuch der bayerischen Geschichte*, Bd. 4/1, München 1974.

6 Klaus STURM, *Frankreichs diplomatische Vertretung in München 1871-1914*, München 1966. (unveröffentlichtes Manuskript, Institut für bayerische Geschichte); Allan MITCHELL, *A real Foreign Country. Bavarian Particularism in Imperial Germany*, in: *Francia* 7 (1979) S. 586-596.

7 Walter A. McDOUGALL, *France's Rhineland Diplomacy 1914-1924*, Princeton New Jersey (USA) 1978, S. 116.

Les possibilités pour exercer une influence sur la formation constitutionnelle de l'Allemagne se sont donc présentées plusieurs fois. A côté de la Rhénanie la Bavière semblait être la région qui promettait le plus de succès dans le cas de l'exercice d'une influence politique⁸. A partir de la première moitié de l'année 1919 des représentants du gouvernement français avaient pris discrètement contact avec le Dr. Heim qui était un des hommes politiques les plus éminents du Parti Populaire Bavarois⁹. Dans les années 1919/20 Heim promettait à maintes reprises à ses interlocuteurs qu'il ferait triompher en Bavière un mouvement de séparation par rapport à Berlin à condition que l'appui de Paris lui fût assuré. En ce qui concerne les perspectives politiques de Heim on peut constater une certaine confusion dans les idées. Ainsi il défendait à un moment vis-à-vis de ses interlocuteurs l'idée de séparer la Bavière non pas simplement de la Prusse mais il allait même jusqu'à réclamer une union entre l'Autriche et la Bavière par le moyen d'une nouvelle fédération d'Etats¹⁰. En dépit des véritables buts politiques de Heim et de ses amis, le gouvernement français lui montrait son intérêt et la volonté de le soutenir activement. En attente d'une initiative bavaroise contre l'unitarisme représenté par Berlin, Paris se décida au début de l'année 1920 – au mépris du paragraphe 78 de la Constitution de Weimar – de réouvrir sa légation à Munich qui était abandonnée depuis 1914. Cette légation conçue comme un «poste d'action» et non simplement comme un «poste d'observation» devrait devenir le point d'orientation et de cristallisation de toutes les forces en Allemagne dirigées contre Berlin¹¹. La réalisation de cette politique en Bavière qui, selon toute apparence, constituait un élément important dans la politique de la France vis-à-vis de l'Allemagne et des autres états de l'Europe centrale immédiatement après la guerre, présupposait naturellement la coopération de la Bavière et une certaine tolérance de la part de l'Angleterre. Cependant, ces deux conditions ne devraient pas être réunies.

Lorsque la France fait connaître à Londres son projet de rétablissement des relations diplomatiques avec la Bavière, le gouvernement anglais, représenté à Munich par un consul depuis le mois de février 1920, réagit avec une grande réserve¹². Le Premier Ministre anglais Lloyd George était comme ses prédécesseurs un partisan de l'idée de la «Balance of Power»; il inclinait à contrecarrer toute extension de la sphère d'influence française sur le continent¹³. C'est pourquoi Whitehall s'emploie de plus en plus, dans sa politique allemande, à favoriser la stabilisation du gouvernement de Berlin.

Au lendemain de l'échec du coup d'Etat de Kapp, le 17 mars, l'ambassadeur français Cambon revient sur la question avec Lord Curzon. Celui-ci lui indique que la politique de l'Angleterre a consisté à «soutenir le gouvernement Ebert-Bauer parce que sa chute ne pouvait que favoriser soit une réaction militaire, soit l'avènement d'un

8 Ibid. S. 116–119.

9 Ibid. S. 116–119.

10 Ibid. S. 118, 121.

11 Archives du Ministère des Relations Extérieures, Paris (A. E.), (Série) Papiers d'Agents, Fonds Emile Dard, Tome 22, «Note sur la nécessité de rétablir la Légation de la France à Munich.» Mars 16, 1920.

12 Herbert BEHRENDT, *British opinion and the rise of Hitler in the 1920s. The assessment of the Foreign Office, Press and Intellectuals* (unveröffentlichtes Manuskript) Oxford 1982, S. 13; A. E., Fonds Dard, Tome 22, Paul Cambon à Millerand, Londres 17. III. 1920.

13 McDOUGALL (voir n. 7) S. 59f.

gouvernement anarchique». Le gouvernement allemand, dit-il, lui a annoncé que l'envoi de diplomates des puissances alliées à Munich aurait pour conséquence un affaiblissement de sa position morale et que le gouvernement anglais en tenait compte¹⁴.

Même si, le 17 mars, l'attitude de Curzon ne semblait pas encore avoir un caractère définitif, et même si Paris entretenait peut-être l'espoir que l'Angleterre se rallierait plus tard à sa politique, il devint évident que Curzon avait formulé pour l'essentiel la base de la politique allemande de l'Angleterre entre le coup d'Etat de Kapp et celui de Hitler. Tout comme, en mars 1920, on avait soutenu le gouvernement Ebert-Bauer en s'abstenant d'envoyer des diplomates, on cherchait aussi à soutenir leurs successeurs à Berlin par des moyens diplomatiques pour empêcher que l'Allemagne ne sombrât dans la guerre civile et l'anarchie.

Pour cette raison, l'Angleterre s'opposa désormais de plus en plus ouvertement à la politique allemande de son allié de guerre, que ce fût en Bavière, en Rhénanie ou dans la Rhur¹⁵. Ainsi, l'Angleterre ne suivit pas l'exemple de la France lorsque celle-ci créa une Légation à Munich dirigée par Emile Dard, auparavant l'interlocuteur français du Dr. Heim. Toutefois, elle éleva sa propre représentation au rang de consulat général, faisant ainsi contrepoids à la présence de la France sans enfreindre la Constitution de Weimar¹⁶. On faisait également pression, en juin 1921, pour obtenir la dissolution en Bavière de groupes d'autodéfense («Einwohnerwehren») assimilables à des corps francs et des prétendues milices de citoyens. On soupçonnait en effet derrière tout cela un double jeu de la France qui, tout en réclamant le désarmement dans toute l'Allemagne des formations paramilitaires, poussait la Bavière à refuser ce désarmement et donc à s'enliser dans un conflit avec Berlin¹⁷. Toutefois, la Bavière n'est pas devenue la pierre d'achoppement du conflit d'intérêts entre Anglais et Français en Allemagne, et cela tient moins à l'intention de l'Angleterre de faire un pas vers la politique française qu'au fait que la Bavière ait pu se soustraire à l'influence politique de l'étranger.

Emile Dard avait reçu de Millerand la mission d'instaurer avec le gouvernement bavarois des relations normales et, si possible, amicales. En outre, il était du plus haut intérêt pour la France de «favoriser les tendances particularistes qui, dans le cadre du fédéralisme, contribueront à créer un contrepoids à l'influence de la Prusse unitaire et militariste». L'opposition entre la Bavière et la Prusse aurait pu entraîner la restauration de la dynastie des Wittelsbach, ou encore conduire à une réforme de la Constitution de Weimar. La France suivait à l'évidence cette politique, tout en se gardant bien, avec la plus grande prudence, de donner l'impression d'exercer une

14 A. E., Fonds Dard, Tome 22, Paul Cambon à Millerand, Londres 17. III. 1920.

15 Jacques BARIETY, *Les relations franco-allemandes après la première guerre mondiale. 10 novembre 1918-10 janvier 1925, de l'exécution à la négociation*, Paris 1977; W. M. Jordan, *Great Britain, France and the German Problem 1918-1939, A study of Anglo-French relations in the making and the maintenance of the Versailles settlement*, (Issued under the auspices of the Royal Institute of International Affairs) Oxford 1943; MCDUGALL (voir n. 7); K. ZWEHL, *Die Deutschlandpolitik Englands 1922 bis 1924*, Diss. München 1974.

16 Herbert BEHRENDT (voir n. 12) S. 13; Emile Dard 1871-1947, *Diplomat, Membre de l'Institut, Ministre Plénipotentiaire à Munich 1920-1923*.

17 BEHRENDT (voir n. 12) S. 14; MCDUGALL (voir n. 7) S. 121.

influence sur la politique de la Bavière. Fondamentalement, le Traité de Versailles restait valable: on ne se proposait nullement de détruire l'unité du Reich. Il s'agissait d'autre part de faire comprendre au gouvernement bavarois que la France, pour la même raison, ne souhaitait pas le rattachement de la Bavière à l'Autriche¹⁸. Le but que s'était fixé la France, comparé aux perspectives que nous avons évoquées, est bien modeste. Il aurait peut-être pu servir comme base à une coopération avec les forces conservatrices, et parmi elles les forces monarchistes. Pourtant, la mission de Dard a débouché sur un échec. Déjà en 1920, et plus encore dans les années suivantes jusqu'au coup d'Etat de Hitler, le climat politique à Munich rendait impossible de bonnes relations entre la Bavière et la France ainsi que la reconnaissance par la Bavière de l'autorité de Berlin.

Le séjour de Dard à Munich fut assombri dès le début par l'aggravation progressive de l'état des relations franco-allemandes. Les sentiments anti-français étaient dans ces années assez répandus dans la population allemande. Mais à Munich, l'antipathie à l'égard de la France allait jusqu'à des attaques directes en public et entraînait même une exclusion sociale des Français peu nombreux qui y habitaient. Les Allemands qui avaient des rapports avec des Français se heurtaient à l'hostilité de leurs propres compatriotes¹⁹. C'est pourquoi le docteur Heim et d'autres personnalités du monde politique bavarois évitaient de fréquenter Dard²⁰. La presse le poursuivait de poèmes satiriques et l'accusait d'espionnage²¹. La campagne menée contre la Légation et les membres français de la Commission militaire interalliée de contrôle installée à Munich était soutenue, peut-être même orchestrée par les Nationaux-socialistes. Ainsi, par exemple, les partisans de Hitler pressèrent-ils de l'exclure en poussant son propriétaire juif à lui demander de déménager²². On refusait de servir les officiers français dans les restaurants de Munich, tandis que leurs homologues anglais continuaient d'y manger²³. Le gouvernement bavarois, avec lequel la Légation avait pu enfin établir des relations normales, était impuissant devant les sentiments des gens de la rue. Quand le chargé d'affaires Jean Pozzi²⁴, à la mi-juillet 1923, se plaignit de cet état de faits au cours d'une conversation personnelle avec le Premier Ministre bavarois von Knilling, celui-ci lui répondit non sans résignation qu'« aucune loi ne permet(tait) aux autorités d'obliger un hôtelier à recevoir un client qui lui déplaît, ni un commerçant à lui vendre sa marchandise »²⁵.

Cette impuissance du gouvernement bavarois devant le sentiment populaire répondait à une modification de l'équilibre des forces au sein des groupes de droite qui dominaient le paysage politique de la Bavière.

18 A. E., Fonds Dard, Tome 22, Millerand à Dard, Sous-Direction Europe No 23, Juillet 1920.

19 A. E., Série Europe 1918-1929, Allemagne (All.) dossier (doss.) 358, Pozzi à Poincaré, No 358, Munich 27. XI. 1922.

20 A. E., Fonds Dard, Tome 22, Prof. Foerster à Dard, Lettre du 10. IIX. 1920.

21 Ibid. *Simplicissimus* Aout 1920; *Münchener Augsburger Abendzeitung* 28. XII. 1920.

22 A. E., All., doss. 357, Dard à Poincaré No 285, 26. X. 1922; A. E., All., doss. 358, Dard à Poincaré, No 47, 24. II. 1923.

23 BEHRENDT (voir n. 12) S. 29; Public Record Office London, Foreign Office, Germany (FO), FO 371/8753, C 2285/347/18, Report by Lt. J. G. C. Hunt, Munich 5. II. 1923.

24 Jean-Félix-Anne Pozzi 1884-1967, Charge d'Affaires de la France à Munich 19. IV. 1923-19. II. 1925.

25 A. E., All., doss. 359, Pozzi à Poincaré No 178, 25. VII. 1923.

Le refus de la Prusse d'accepter une réforme de la Constitution de Weimar précipita le Reich dans un conflit intérieur au cours duquel la Bavière se déroba de plus en plus, jusqu'à la fin de 1923, à l'autorité du gouvernement central de Berlin, identifié à la Prusse, au socialisme et à la politique de réalisation des réparations («Erfüllungspolitik»). Pendant ce conflit, la Bavière prit des positions résolument conservatrices et anti-républicaines qui lui assurèrent un concours important de forces pangermanistes et militaristes venues d'Allemagne du Nord après le coup d'Etat de Kapp de mars 1920. Parmi ces réfugiés de la République libérale se trouvaient beaucoup d'anciens officiers prussiens pangermanistes et centralisateurs, tel l'ancien Quartier-Maître-Général Erich Ludendorff²⁶.

Cette communauté des éléments d'extrême droite alla en grandissant dans les années 1920–1923 et fut protégée par la Bavière, et cela en particulier contre le gouvernement central. Elle servait de refuge à tous ceux qui voulaient abolir la République libérale et la remplacer par un système autoritaire de droite; d'autre part, elle devint une menace pour les élites bavaroises conservatrices elles-mêmes, dont elle demandait l'assistance pour une marche sur Berlin²⁷.

Des observateurs contemporains de l'évolution politique intérieure du Reich qualifièrent assez vite la Bavière de l'époque de «Vendée de l'Allemagne»²⁸. Cette comparaison s'explique entre autres par un état d'esprit propre à l'époque wilhelmienne: on ne pouvait s'imaginer un ancien officier prussien et protestant autrement que comme monarchiste partisan de la maison royale prussienne des Hohenzollern.

Quand, vers la fin de 1922, à l'époque de l'accession au pouvoir des fascistes italiens, le petit mais très actif et militant parti de Hitler passa au premier plan et que celui-ci sembla nettement se rapprocher de Ludendorff, le Doyen de la communauté pangermaniste en Bavière fut lui aussi, malgré sa sympathie ouverte pour les chemises noires de Mussolini, soupçonné de défendre au moins dans une certaine mesure la restauration de l'Ancien Régime en Allemagne, c'est-à-dire le cas échéant celui des Hohenzollern²⁹.

En 1923, la tension atteignit son point culminant, avec pour toile de fond l'occupation de la Ruhr par les Français et l'inflation excessive. Hitler et ses alliés pangermanistes exerçaient une pression de plus en plus forte sur ceux qui leur donnaient asile et protection pour la mise en place d'une communauté d'action contre le Berlin républicain. Après la levée du mot d'ordre de résistance passive dans la Ruhr par le gouvernement Stresemann, le 26 septembre, ce processus s'accéléra au moment du coup d'Etat de Hitler et Ludendorff, les 8 et 9 novembre. Il fut en fin de compte interrompu par les conservateurs bavarois, qui refusèrent de s'y associer³⁰.

26 Albert SCHWARZ (voir n. 5) S. 458f.

27 Ibid., FENSKE (voir n. 4) S. 118–223.

28 Archives de l'Armée de Terre, Vincennes, Etat – Major – Général / 2e Bureau (E. M. A./2), doss. 7N2520, Note sur nécessité d'une coalition contre l'Allemagne. Rôle de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie dans cette coalition. Par Colonel Fournier (Chef du Deuxième Bureau 1920–1926) le 5 Juillet 1922.

29 A. E., All., doss. 359, Pozzi à Poincaré, No 104, 8. V. 1923.

30 SCHWARZ (voir n. 5) S. 475–479; HOFMANN (voir n. 1) S. 137–141.

L'Angleterre et le coup d'Etat de Hitler

La diplomatie anglaise, représentée à Munich à partir de la fin de 1920 par le consul général William Seeds, prêtait une attention particulière aux rumeurs d'un coup d'Etat par l'un ou l'autre des deux groupes réactionnaires de Bavière. Pour elle, il était dès le début certain que la restauration de la monarchie bavaroise n'avait que très peu de chances d'aboutir.

Dès la fin de 1921, Seeds sut avec adresse faire reconnaître au chef des monarchistes bavarois qu'une restauration des Wittelsbach ne réussirait aucunement à s'imposer aussi longtemps que le reste du Reich resterait républicain. Surtout, les états allemands gouvernés par les sociaux-démocrates, la Prusse en particulier, ne toléreraient jamais un retour de la Bavière à la monarchie. Ils essaieraient plutôt de faire échouer une telle entreprise par l'application des sanctions économiques les plus efficaces, telles que l'interruption des livraisons de charbon, vitales pour la Bavière. De même, Seeds s'attendait à une résistance énergique de la part des ouvriers de tendance sociale-démocrate dans les régions industrielles de la Franconie, en Bavière du Nord. Seeds en concluait que les monarchistes bavarois s'abstiendraient d'une tentative de restauration par la force, et qu'ils essaieraient plutôt de parvenir à leur fin de façon pacifique, en suscitant un mouvement populaire prolongé. Ils tenteraient peut-être d'abord, moyennant une modification de la constitution, de faire élire à la présidence de la Bavière le Prince héritier Rupprecht, pour ensuite le rétablir peu à peu sur le trône de ses pères. Mais, pour Seeds, la condition ultime pour la réalisation de tels projets devait nécessairement consister dans l'effondrement de la République de Weimar. Cependant le général Ludendorff, qui était le personnage le plus marquant de la communauté pangermaniste et réactionnaire de Bavière, était perçu comme un danger beaucoup plus grand car, pensait-on, il organisait en sous-main de nombreux projets de coups d'Etat réactionnaires. Mais il paraissait en somme lui aussi, de même que les associations patriotiques proches de lui, neutralisé pas le pouvoir des socialistes allemands³¹.

Cependant, vers la fin de 1922, la situation politique en Bavière commença à prendre un tour inquiétant. Le 2 novembre 1922, Seeds informait son ministre sur l'influence et l'importance grandissantes de Hitler: «... during the last months Herr Hitler has developed into something much more than a scurrilous and rather comic agitator.» Et Seeds ajoute: «... the coup d'etat of the Italian fascisti has its inevitable repercussions in Bavaria... where the middle classes have begun to look upon Hitler as a safeguard against communism and a rising political star.» En ce qui concerne la position de Hitler à l'intérieur de la droite allemande, Seeds rapporte que les socialistes le considéraient comme un instrument aux mains de la droite, c'est-à-dire de la grande industrie. Il servait également, selon eux, pour ainsi dire d'agent provocateur destiné à exciter les masses socialistes pour donner par là un prétexte à une contre-révolution de droite³². L'Ambassade britannique à Berlin partageait cette opinion. Son premier conseiller, Joseph Addison, finissait une dépêche du 15 novembre 1922 sur «The near future of Bavaria and the activities of Hitler» par ces mots: «... I may warn you

31 Sir William Seeds (1882-1973), H. M. Consul General, Munich nov. 1920 - août 1923, Ambassadeur à Moscou 1939/40, FO 371/5979, C 22722/416/18, Seeds à Curzon, 1 . XII. 1921.

32 FO 371/7525, C 15350/428/18, Seeds à Curzon 2. XI. 1922.

therefore against treating Hitler as a mere clown. ... In the first place, because worthless demagogues have often caused trouble beyond what their attainments should have warranted; secondly because Hitler has some power to express the discontent of the time in a form accessible to the average intelligence. « Cette évolution amena le Foreign Office à la conclusion que si un coup d'Etat en Bavière était promis à l'échec, la menace même de ce coup d'Etat augmentait³³.

L'année 1923 vit se créer une situation qui devait orienter l'attention du Foreign Office de façon privilégiée vers les problèmes de l'Allemagne et de la montée de la droite en Bavière. Le 11 janvier, commença l'occupation de la Ruhr. Hitler se mit à déployer une activité fébrile, sans que le gouvernement bavarois l'en détournât bien énergiquement. Le Foreign Office prit alors une décision de fermeté et engagea Seeds à prêter une attention particulière à toutes les activités susceptibles de révéler les intentions des fascistes allemands³⁴. Cet ordre souligne clairement le fait que le Foreign Office prenait très au sérieux le risque que Hitler faisait courir à la stabilité politique de la République allemande. Il montre également que le Foreign Office ne voulait pas être surpris par un coup d'Etat de la droite. Ainsi, à côté des affaires du Rhin et de la Ruhr, celles de Bavière redevenaient le point de mire des observateurs anglais de l'Allemagne. En effet, l'occupation de la Ruhr avait créé une nouvelle situation qui faisait renaître les inquiétudes au sujet de la stabilité politique de l'Allemagne. L'accroissement des activités de Hitler, mais aussi de celles des communistes allemands, lié aux tensions provoquées à l'intérieur de l'Allemagne par la résistance passive dans la Ruhr, incita le Foreign Office à faire, vers la fin mai, une analyse de la situation et de ses conséquences possibles pour la stabilité politique de l'Allemagne. Le résultat de cette analyse fut résumé de la façon suivante:

»L'occupation française de la Ruhr pourrait faire courir un extrême danger à l'existence de la République de Weimar dans deux cas: tout d'abord, si les communistes allemands, éventuellement soutenus de quelque manière que ce soit par la France, se laissaient entraîner dans des actions de plus grande envergure; ensuite, si Berlin se déclarait prêt à entamer des négociations avec les Français et qu'il levait le mot d'ordre de la résistance passive pratiquée dans la Ruhr. Dans le premier cas, les réactionnaires allemands, s'appuyant sur la Bavière, essaieraient peut-être, sous couvert de lutter contre le communisme, de porter au système républicain un coup fatal. Hitler et ses militants pourraient être alors l'instrument tout désigné pour les réactionnaires, et le fer de lance de leur opération. Dans le deuxième cas, ils pourraient affaiblir le prestige du gouvernement de Berlin, et la droite, favorisée par la situation, pourrait tenter d'instaurer une dictature.«

Le rapport concluait que la responsabilité de cette situation dangereuse incombait essentiellement au gouvernement français, qui avait en vue le morcellement de l'Allemagne. »A policy«, ajoutait le puissant sous-secrétaire d'Etat du Foreign Office Sir Eyre Crowe, »which Britain will never support«³⁵.

33 FO 371/7538, C 15778/144/18, Addison à Curzon en 15. XI. 1922; Ibid Minute par M. Dodds.

34 FO 371/8703, C 706/313/18, Foreign Office à Seeds en 19. II. 1923; Ibid. note par Miles Lampson en 17. I. 1923.

35 FO 371/8754, C 9465/347/18, Memorandum on the Hitler movement in Bavaria, 28. V. 1923; ibid. Notes par Miles Lampson et Sir Eyre Crowe, 30. V. 1923.

Au cours de l'été la situation allemande commença à s'aggraver. L'Allemagne n'avait pas les moyens d'assumer les frais nécessaires au maintien de la résistance passive sans épuiser ses finances. L'inflation excessive devait atteindre son point culminant à l'automne; les préparatifs pour des actions séparatistes en Rhénanie se multipliaient à nouveau. Il en résultait que Berlin était de plus en plus obligé de s'engager dans la voie de négociations avec la France pour trouver une solution au conflit de la Ruhr. Le 11 août, Gustav Stresemann fut placé à la tête du gouvernement allemand, et se mit au travail pour mettre un terme au conflit de la Ruhr. Le 26 septembre la résistance passive fut interrompue. Hitler et ses alliés pan-germanistes recommençaient leur agitation anti-républicaine et mobilisaient leurs partisans. Le gouvernement bavarois, menacé d'être submergé par les activités de la droite pangermaniste, décida d'essayer de neutraliser Hitler par un coup de barre à droite et de se rallier si possible une partie des forces qui le soutenaient. Aussi, le même jour, proclama-t-il l'état d'exception et nomma-t-il le chef des forces de la droite réactionnaire bavaroise, Ritter von Kahr, commissaire général d'Etat et reçut les pleins pouvoirs³⁶. Les informations concernant cet événement qui parvinrent à Londres parlèrent d'un geste désespéré du gouvernement bavarois dirigé contre Hitler, mais dont le succès était assuré. Le danger d'un coup d'Etat de Hitler et Ludendorff serait encore une fois écarté³⁷. Bien que le rapport du représentant anglais à Munich fût sur ce point entièrement conforme à la réalité, les nouvelles de Bavière qui parvenaient à Londres à cette époque minimisaient plutôt, depuis peu, le danger résultant de la dynamique hitlérienne. La raison de ce changement est à chercher dans une mutation de diplomates décidée par le Foreign Office. En août, celui-ci avait en effet rappelé Seeds pour l'envoyer comme ministre en Amérique du Sud. Son remplaçant, Harold Clive³⁸, venait de Chine et bien qu'il fût bon diplomate, il était peu préparé à saisir les subtils clivages et les divergences d'intérêts qui marquaient la vie politique en Bavière à cette époque.

C'est pour cette raison peut-être qu'il s'adressa, pour s'informer sur les intentions de Hitler et de ses partisans, précisément au premier ministre bavarois, von Knilling, et à Ritter von Kahr. Tous deux lui assurèrent naturellement qu'ils maîtrisaient parfaitement la situation et que Hitler était au fond un homme honnête («a decent fellow») qui était, lui aussi, du côté du gouvernement. C'était en fait seulement, disaient ils, le groupe des partisans trop passionnés de Hitler qui causait des difficultés³⁹. Londres était ainsi amené à la conclusion que le danger d'un coup d'Etat en Bavière avait diminué: le gouvernement anglais fut par la suite surpris par les événements.

La contribution décisive à l'information anglaise sur le coup d'Etat ne vint donc pas de Bavière. Elle fut fournie par le service de renseignements de l'armée du Rhin anglaise, qui était entre autres responsable de la surveillance des Hohenzollern exilés en Hollande. Depuis octobre 1923, les officiers de ce service signalaient un renforcement des activités du Prince héritier allemand interné dans l'île de Wieringen, en mer

36 SCHWARZ (voir n. 5).

37 FO 371/8754, C 16789/347/18, Clive à Curzon 27. IX. 1923; *ibid.*, Lord d'Abernon à Curzon, 28. IX. 1923.

38 Sir Harold Clive (1877-1948), H. M. Consul General à Munich 1923, Ambassadeur à Tokyo 1934-1937.

39 FO 371/8755, C 18156/347/18, Clive à Curzon 16. X. 1923.

du Nord. On aperçut chez lui, le 5 octobre, un messenger qui venait de Bavière⁴⁰. Le 27 octobre, Stresemann fit savoir à Lord d'Abernon, l'ambassadeur britannique à Berlin, qu'il autorisait le retour en Allemagne du Prince héritier Guillaume de Hohenzollern, pour l'utiliser comme rempart contre les extrémistes de droite en Bavière⁴¹. Le Foreign Office réagit avec inquiétude. Sir Eyre Crowe craignait des »national disturbances«, et Lord Curzon considérait cette démarche comme »most unwise«⁴². Aussi, les Anglais prirent-ils la décision de faire avec les gouvernements de France, de Belgique et d'Italie une démarche commune auprès du gouvernement néerlandais pour qu'il empêche le départ du Prince héritier⁴³. Dans la matinée du 8 novembre, le Foreign Office apprenait par un rapport provenant du Ministère de la Guerre que le Prince héritier avait reçu un émissaire envoyé par Hitler et Ludendorff pour lui demander de ne pas rentrer en Allemagne avant qu'ils puissent y établir une dictature militaire. Ils craignaient autrement de ne pouvoir maintenir la solidarité entre les différentes formations d'extrême droite⁴⁴.

Le Foreign Office reçut cette nouvelle au moment de la plus grande tension avec Poincaré. Celui-ci, malgré l'abandon de la résistance passive, ne semblait pas prêt à prendre part concrètement à la mise en place d'une entente avec l'Allemagne. Au contraire, son attitude dans la négociation d'une proposition anglo-américaine de solution de la question des réparations était au mieux dilatoire⁴⁵. Il allait jusqu'à tolérer l'intensification des tendances séparatistes en Rhénanie⁴⁶ et laissait le général Degoutte, commandant en chef des troupes de la Ruhr, négocier avec des industriels de la Ruhr, au mépris de l'autorité du gouvernement de Berlin, une reprise de la production industrielle⁴⁷. En même temps, l'Angleterre voyait bien que la République allemande était menacée par les extrémismes, de droite et de gauche. Le gouvernement Stresemann avait certes pu se maintenir jusque là, mais son avenir apparaissait nécessairement pour le moins précaire si l'on considérait l'inflation excessive et les affaires de Bavière et de Rhénanie. Les vives attaques du parti travailliste alors dans l'opposition contre la politique extérieure du gouvernement conservateur Baldwin-Curzon concouraient de façon décisive à engager le gouvernement dans la voie de la fermeté à l'égard de la politique allemande de Poincaré. Poincaré ne pouvait donc espérer obtenir l'accord du gouvernement anglais quand il souleva la question du Prince héritier pour trouver un prétexte à la poursuite des sanctions⁴⁸. Pour l'Angleterre, le destin de la République allemande et donc la »Balance of Power« en Europe étaient en suspens. Les relations supposées ou réelles entre le Prince héritier et les groupes qui entouraient Hitler et Ludendorff étaient de nature à confirmer

40 Ibid., C 17588/347/18, Marling à Curzon 4. X. 1923.

41 Ibid., C 18529/347/18, Lord D'Abernon à Curzon 27. X. 1923.

42 Ibid., C 1908/347/18.

43 Ibid., C 19278/347/18, Memorandum on the position of the Ex-Kaiser and the Ex-Crown Prince in Holland and the negotiations with the Government of the Netherlands concerning them. 12. XII. 1923.

44 Ibid., C 17588/347/18, Rhineland Intelligence à War Office, 5. XI. 1923.

45 BARIETY (vor n. 15) S. 262-265.

46 Ibid. S. 240.

47 Ibid. S. 241-246.

48 Jürgen HEIDEKING, Das Ende der Sanktionspolitik. Die alliierten Mächte und die Rückkehr des deutschen Kronprinzen im November 1923, in: Francia 7 (1979) S. 365-400.

l'Angleterre dans ses vues. Sir Eyre Crowe s'en était ouvert à l'ambassadeur français à Londres, Saint-Aulaire, au cours d'un entretien le 7 novembre l'Angleterre n'avait plus confiance dans la politique de son allié de guerre⁴⁹. Dans cette situation complexe de crise, on ne pouvait isoler l'action de Hitler pour en faire l'objet d'une analyse individuelle et spécifique. Au contraire, le Foreign Office était bien obligé de l'interpréter dans le cadre des événements qui s'étaient déroulés les 9 et 10 novembre.

Le 9 novembre, à 8h30, le Foreign Office fut informé de Berlin par Lord d'Abernon que Hitler et Ludendorff avaient fait un coup d'Etat à Munich; le gouvernement de Berlin tenait des réunions de crise nocturnes et les communications avec Munich étaient interrompues⁵⁰. A ce moment, la démarche des alliés n'avait pas encore reçu l'assentiment du gouvernement hollandais⁵¹. Jusqu'au 10 novembre à 13 heures, le Foreign Office resta sans nouvelles sûres du succès ou de l'échec de l'entreprise de Hitler⁵². Alors que durait encore cette incertitude, tomba le 9 novembre à midi une note de Poincaré qui demandait à l'Angleterre de s'associer à une démarche auprès de Stresemann. Il s'agissait de faire savoir au gouvernement allemand que les puissances signataires du Traité de Versailles ne toléreraient pas une dictature militaire en Allemagne, qui mettrait en danger la paix de l'Europe, et réclamaient l'exécution du traité de paix ainsi que l'établissement d'une démocratie réelle en Allemagne⁵³. Cette note resta d'abord sans réponse.

Le 10 novembre, la situation s'éclairait. Le coup d'Etat de Hitler avait échoué le gouvernement Stresemann était pour l'heure sauvé. Toutefois, la tentative de confiner dans son exil le Prince héritier avait également échoué. Le gouvernement néerlandais avait en effet opposé le 10 novembre un refus à la démarche des alliés et avait permis le même jour au Prince héritier de quitter le pays⁵⁴. Le rapprochement dans le temps du coup d'Etat de Hitler et du retour du Prince héritier suggérait encore davantage un certain rapport entre les deux événements, que la politique de Poincaré avait d'ailleurs favorisés. Curzon jugea alors enfin que le moment était arrivé de réagir à la note faite la veille par Poincaré. Lord Crewe, ambassadeur d'Angleterre à Paris, reçut mission de ne pas s'associer à cette démarche auprès de Stresemann et de faire savoir à Poincaré que «Britain viewed with disfavour France's toying with the disruptive forces in Germany (...) of which this Putsch is only a particular manifestation»⁵⁵.

Le 12 novembre, le Foreign Office referma ce dossier au cours de l'habituelle discussion générale des hauts fonctionnaires. Apparemment, Miles Lampson et Sir Eyre Crowe parvinrent à une conclusion commune, que l'on porta aux registres: »there can be no shadow of a doubt that he (the crown prince) has timed his return to synchronize with the putsch in Bavaria. Because he has left too early and the putsch has been mishandled he has lost importance for the moment. Nevertheless he is likely

49 BARIETY (voir n. 15) S. 270.

50 FO 371/8817, C 19324/16779/18, Lord D'Abernon à Curzon 9. XI. 1923.

51 (voir n. 43).

52 FO 371/8818, C 19466 et C 19467/16779/18, Clive à Curzon 9. XI. 1923 9h00, Clive to Curzon 9. XI. 1923 11h50. Les deux télégrammes arrivaient à Londres ensemble le 10. XI. 1923, 13h00.

53 FO 371/8818, C 19357/16779/18, Lord Crewe (Paris) à Foreign Office (par téléphone) 9. XI. 1923 12h00.

54 (voir n. 43).

55 FO 371/8818, C 19357/16779/18 Miles Lampson à Lord Crewe (par téléphone) 10. XI. 1923 16h00.

to remain a danger and Mr. Stresemann has made himself guilty of a piece of crass stupidity...»⁵⁶.

Ainsi se terminait le coup d'Etat manqué de Hitler. Il avait représenté, pour le Foreign Office, l'échec d'une conspiration monarchiste de grande envergure tentée au cours d'une phase d'instabilité politique en Allemagne, instabilité dont la France était tenue pour responsable dans une large mesure. Hitler lui-même disparaît au milieu de l'événement. Son fascisme n'est pas pris en compte. Il ne représente que l'une des forces qui collaborèrent à une tentative de restauration de la dynastie des Hohenzollern.

La France et le Putsch d'Hitler

La problématique de l'interprétation du putsch d'Hitler dans la perspective des représentants diplomatiques français en Allemagne a déjà été traitée par la recherche historique. Selon un petit essai intéressant sur cette question le putsch se présentait dans les jugements des diplomates sur place comme la décharge d'un conflit de longue date qui existait entre les deux grands camps adverses de la droite en Bavière: d'un côté le mouvement monarchique, catholique, »blanc – bleu« particulariste bavarois avec le parti populaire bavarois au gouvernement, et de l'autre côté le mouvement pangermaniste, unitariste, prussien »noir blanc rouge« avec Ludendorff et Hitler à sa tête. Hitler a réussi, dans la nuit du 8 au 9 novembre à grouper les deux formations en une unité d'action contre Berlin. Quand déjà quelques heures plus tard le groupe »blanc bleu« particulariste se dirigea contre les groupes d'Hitler et de Ludendorff, le putsch échoua avec la victoire provisoire des forces particularistes bavaroises sur la formation pangermaniste⁵⁷.

Cette formule caractérise le dénominateur commun des analyses faites par les diplomates français sur l'évolution du jeu des forces politiques en Bavière à partir d'avril 1923. C'est pour cette raison qu'il semble préférable de thématiser l'importance du putsch d'Hitler dans le cadre de la politique française à l'égard de l'Allemagne, au lieu de retracer encore une fois le développement de l'opinion française sur place. Une telle recherche doit nécessairement partir du fait, que contrairement à l'Angleterre la France possédait un intérêt politique concret dans la Bavière de l'après-guerre.

Ce n'est pas à tort que les architectes de la politique de sécurité présumaient l'existence d'un antagonisme latent entre la Bavière catholique, conservatrice et particulariste aux tendances monarchiques et la Prusse protestante, unitariste, influencée par la social-démocratie et les idées républicaines. On était même prêt, le cas échéant à soutenir cet antagonisme pour affaiblir ainsi la domination politique de la Prusse et pour limiter la liberté d'action du gouvernement central à Berlin.

La petite Légation installée en 1920 à Munich devrait observer les forces et les mouvements opposés à l'unitarisme et, si possible, faire discrètement remarquer les conceptions françaises sur le rôle particulier de la Bavière en Allemagne.

Le conflit attendu entre Munich et Berlin devrait bien avoir lieu, mais l'hostilité de la

56 FO 371/8755, C 19491/347/18, Note sur discussion entre Miles Lampson et Sir Eyre Crowe 12. XI. 1923.

57 Peter Claus HARTMANN (voir n. 1) S. 472.

Bavière envers la France limitait l'envoyé Emile Dard et son remplaçant Jean Pozzi à un rôle passif de simples observateurs. Les rapports que Paris reçut de Munich témoignent du peu d'espoir des diplomates en place en une évolution à l'intérieur de la Bavière correspondant à leurs attentes initiales.

Dans un rapport détaillé du 6 août 1922, intitulé: «*Conflit de la Bavière et du Reich*», Dard met en garde Poincaré, de ne pas surestimer les dimensions du conflit. Selon l'opinion de Dard, la Bavière était beaucoup plus fidèle à l'idée d'une unité du Reich que l'apparence ne pourrait le laisser croire. Les éléments militaristes qui ont trouvé asyle en Bavière seraient certes décidés à tenter une dernière fois leur chance pour reprendre le gouvernement de l'Allemagne, mais les aspirations de Ludendorff viseraient elles-aussi, à donner à l'Allemagne un gouvernement fort selon le modèle de Bismarck. L'idée d'un séparatisme ne serait que très faible en Bavière, où, comme il ajoutait: «*on ne met parfois de tels projets en avant que pour tromper la France où les professeurs d'histoire n'ont pas encore changé leurs idées sur l'Allemagne depuis Iena*⁵⁸».

Il estimait comme très minime les chances d'une restauration des Wittelsbach. Une telle entreprise devrait isoler la Bavière. Aucun autre Land ne suivrait l'exemple de la Bavière et une séparation de la Bavière et du Reich serait exclue. La bourgeoisie désirait le maintien de l'ordre social actuel et c'est pour cette raison que même un monarchiste comme le Dr. Heim serait contre un coup d'état et pour la légalité. L'attachement que témoigne la Bavière envers la monarchie diminuerait de plus en plus. Les formations militaristes qui dominaient superficiellement le paysage politique étaient, selon l'opinion de Dard, considérées par les classes moyennes comme le dernier rempart contre un putsch de la part des communistes. Aussi longtemps que le gouvernement réussirait à maintenir le statu quo social, la bourgeoisie ne confierait pas à ces formations la tâche de veiller à la stabilité intérieure⁵⁹.

Quant à une crise profonde à l'intérieur de l'Allemagne, Dard commençait à partir d'octobre 1922 à faire remarquer l'existence des nationaux-socialistes dirigés par «*M. Hitler*», une organisation avec des buts monarchiques et militaristes et d'un caractère très anti-sémite, qui, à ses yeux, gagnait de plus en plus d'importance comme «*l'organisation armée sinon la plus nombreuse, du moins la plus cohérente en Bavière*»⁶⁰.

Malgré l'échec du plan tendant à influencer la politique bavaroise par l'installation d'une Légation et malgré les nouvelles décourageantes transmises par Dard, Paris continuait à poursuivre sa politique. Les architectes de la politique française décidaient plutôt de changer les instruments. L'officier et agent secret, le Commandant Richert⁶¹, qui, depuis la fin 1922 avait des liens directs avec les nationalistes

58 A. E., All., doss. 357, Dard à Poincaré, No 220, 6. XII. 1922.

59 A. E., All., doss. 357, Dard à Poincaré, No 273, 14. X. 1922.

60 A. E., All., doss. 357, Dard à Poincaré, No 285, 26. X. 1922.

61 Commandant Richert (1877-1975), Alsacien de naissance, passé en France avant 1914. Richert fit Saint Cyr, puis servit comme officier français dans la Légion Étrangère. Après la guerre devenu commandant, il servit en Sarre. Briand alors président du Conseil, l'envoie en Mission à Munich où sous une fausse identité d'ex-officier allemand, il a pénétré les milieux d'extrême droite. Poincaré, succédant à Briand, maintient Richert à Munich et, cherche à l'utiliser vers la fin 1922/ début 1923. Dénoncé à la police allemande il fuit en France. A la fin de 1923 Poincaré l'envoie au Maroc où il restait. Il y a terminé sa carrière comme général commandant de la Légion. BARIETY (voir n. 15) S. 213, note 40.

favorables au putsch, prenait la place des diplomates. Ce groupe d'instigateurs de putsch associés souvent aux noms de leurs leaders Fuchs et Machaus, s'était donné le but de restaurer la monarchie bavaroise et de séparer la Bavière du Reich⁶². Ils comptaient sur le soutien actif de la France, notamment sur la fourniture de charbon à la Bavière. Le putsch devrait être accompli par quelques formations militaristes, parmi lesquelles figuraient entre autre les nationaux-socialistes. Hitler a été mentionné comme l'un des leaders⁶³. La date de l'exécution du putsch a été fixée – après quelques ajournements – fin janvier 1923 pour profiter ainsi de la confusion du gouvernement du Reich provoquée par l'occupation de la Ruhr⁶⁴. Le putsch ne devait jamais avoir lieu, mais sa découverte provoqua une très grande indignation surtout à cause du soutien soupçonné de la France⁶⁵. Poincaré cependant avait expressément refusé tout soutien. A son avis un soutien actif des putschistes impliquait des risques car on ne connaissait ni les vrais buts des putschistes ni leur possibilité de succès et on risquait »de fournir du charbon à la partie de l'Allemagne où la plus grande hostilité s'est manifestée, envers la France... allant ainsi à l'encontre du but... que nous poursuivons«⁶⁶.

C'étaient les informations très négatives sur Hitler qu'il avait reçues de diverses sources qui avaient largement contribué à lui prendre cette décision. Selon ces sources, Hitler apparaît comme le produit de la haine allemande contre Versailles, comme un tribun fanatique, qui, malgré ses opinions fascistes, visait, en collaboration avec le militariste Ludendorff, l'installation d'une dictature militaire comme premier pas vers la reconstruction de l'ancien régime en Allemagne⁶⁷. La méfiance vis-à-vis l'extrême droite au début du Ruhrkampf a été renforcée encore par la nervosité du 2e bureau, qui craignait que Hitler puisse être l'instigateur des actes de sabotage dans la Ruhr, Ainsi il mettait en garde le commandeur de l'armée du Rhin contre des »Vespres siciliennes« contre les ingénieurs de la »Mission Interalliée du Contrôle des Usines et des Mines – M.I.C.U.M.«⁶⁸.

Avec le refus de Poincaré de soutenir les putschistes autour de Fuchs/Machaus, finissait la politique bavaroise de la France de l'année 1920. Désormais l'intérêt principal du gouvernement français allait se concentrer sur la lutte pour les réparations. Avec l'occupation de la Ruhr le 11. janvier 1923, suivie par la déclaration de résistance passive, cette lutte entraît dans sa phase la plus intense. L'enjeu pour la France dans ce conflit était plus que le simple fait de vouloir recouvrer les réparations allemandes. La résistance passive mettait à l'épreuve la force économique, financière et politique du gouvernement du Reich d'une telle manière que l'échec, c'est à dire l'abandon de la résistance passive, aurait pu affaiblir l'autorité du gouvernement et par

62 GORDON jr. (voir n. 1) S. 191; FENSKE (voir n. 4) S. 136–140.

63 A. E., All., doss. 358, Note sur la Bavière par le Commandant Richert Novembre 1922.

64 E. M. A./2 (voir n. 28), doss. 7N2665, carton 1, document 40, Note sur le Procès Fuchs et consorts à Munich en Juin 1923.

65 (voir n. 62).

66 E. M. A./2 (voir n. 28), doss. 7N2613, carton 1, document 24, Lettre de Poincaré à Maginot, 22. I. 1923.

67 A. E., All., doss. 358, Pozzi à Poincaré, No 309, 21. XI. 1922; Pozzi à Poincaré, No 316, 28. XI. 1922; Dard à Poincaré (télégramme) No 22, 23. I. 1923.

68 E. M. A./2 (voir n. 66), carton 1, document 20, S. A. E. 2/II à Général Commandant de l'Armée du Rhin, 18. I. 1923.

là forcer la réforme de la constitution. Ce conflit a donc pu être utilisé au profit de la politique de sécurité de la France. Ceci constituait le but du Général Degoutte, le commandant de l'Armée d'occupation dans la Ruhr. Selon son opinion chaque intensification de la crise à l'intérieur de l'Allemagne – si elle est due aux activités séparatistes en Rhénanie ou à une aggravation du Ruhrkampf – pourrait aboutir probablement à une «disparition de l'Allemagne prussienne»⁶⁹. Ici se manifeste la tendance à vouloir analyser l'événement politique en Allemagne dans le but de s'en servir pour la sécurité de la France. Ainsi, malgré toutes les réserves, on n'hésitait pas à avoir recours aux nationalistes et monarchistes allemands. Le chef de la Mission Militaire Française auprès de la République Tchécoslovaque, le Général Mittelhauser, qui essaya en 1923 de convaincre le prudent Beneš de la nécessité de conclure une alliance militaire contre l'Allemagne, était convaincu que Beneš abandonnerait ses réserves, le «jour où l'effondrement du Reich ferait surgir un danger de réaction pangermaniste et monarchiste»⁷⁰.

Certes, à cette époque, aucun Français conscient de la responsabilité aurait été prêt à soutenir une organisation d'extrême droite comme celle d'Hitler, une organisation dont on racontait qu'elle boycottait les Français vivant à Munich⁷¹, qu'elle pensait à restaurer la monarchie prussienne des Hohenzollern⁷² et qu'elle comptait peut être même construire un Großdeutsches Reich en incluant l'Autriche⁷³. Mais l'intensité du Ruhrkampf et le souci de la sécurité de la France n'excluaient pas le fait, que les activités d'Hitler pourraient être un jour politiquement utiles.

Un échange de lettres entre Poincaré et le Chargé d'Affaires de la France en Bavière, Jean Pozzi montre que Poincaré n'était pas étranger à une telle réflexion. En mai 1923, Pozzi demandait d'obtenir des instructions pour le cas d'un renversement politique en Bavière, soit dans le cas où Hitler et Ludendorff installeraient une dictature militaire soit au cas d'une restauration des Wittelsbacher⁷⁴. Poincaré refusait toute instruction définitive. Mais il faisait savoir à Pozzi qu'il n'avait aucun doute, que «les bénéficiaires de la dictature militaire ou de la restauration monarchique s'empresseront... de solliciter la reconnaissance du gouvernement français, ... dans l'espoir de voir consacrer le nouvel état des choses par une puissance qui représente la plus grande force militaire en Europe»⁷⁵.

En 1923 Poincaré refusa de fixer au préalable l'attitude de la France à l'égard d'un putsch en Bavière. Partant du sentiment de la supériorité militaire de la France il conclut que même une dictature militaire Hitler/Ludendorff chercherait à obtenir la reconnaissance de la France. Ceci permet de supposer que Poincaré faisait dépendre son attitude par rapport au putsch de Hitler de l'effet déstabilisateur de celui-ci sur le

69 E. M. A./2 (voir n. 64), carton 1. document 36, Le Général Degoutte à Maginot, Düsseldorf 18. V. 1923.

70 E. M. A./2 (voir n. 28), Le Général Mittelhauser à Maginot 13. II. 1923; Note secrète par le Général Mittelhauser, Prague 11. III. 1922, S. 9; Piotr S. WANDYDZ France and her Eastern Allies 1919–1925. French-Czechoslovak-Polish Relations from the Peace Conference to Locarno, Minnesota University Press 1962, S. 292–311.

71 (voir n. 22, 23).

72 A. E., All., doss. 358, Dard à Poincaré (telegramme) No 22, 23. I. 1923.

73 A. E., All., doss. 358, Dard à Poincaré, No 9, 17. I. 1923.

74 A. E., All., doss. 359, Pozzi à Poincaré, No 120, 22. V. 1923.

75 A. E., All., doss. 359, Poincaré à Pozzi, Minute expédiée, 2. VI. 1923.

gouvernement berlinois et du profit que la politique française pourrait en tirer. Tant que la Prusse dominait l'Allemagne et tant que le problème de la sécurité de la France et de l'affaire de la Ruhr ne seraient pas résolues, Paris n'avait aucune raison de condamner un putsch de droite susceptible de mettre en danger la stabilité et la liberté d'action du gouvernement berlinois, à condition uniquement, que le succès des putschistes ne fut pas trop éclatant.

En effet Poincaré réagit d'une manière très rapide au putsch d'Hitler et au retour du prince héritier allemand, et il lutta du 9 au 19 novembre avec tenacité pour la continuation de la politique de sanctions des alliés. Son échec était dû en dernier lieu au fait que le putsch avait échoué trop vite⁷⁶.

Si le putsch avait duré un peu plus longtemps et s'il avait déclenché une guerre civile – même de courte durée – la République de Weimar aurait perdu toute la confiance qu'on lui apportait dans les pays étrangers. La peur du militarisme prussien s'en serait trouvée renforcée partout dans le monde et Poincaré aurait pu apparaître comme le sauveur de la paix en Europe.

76 HEIDEKING (voir n. 48).